

Seitenblick des Präsidenten

Regard en coin du président



Matthias Samuel Jauslin
president@aeroclub.ch

Zentralpräsident
Aero-Club der Schweiz
Président central
Aéro-Club de Suisse

Durchgängige elektronische Dienstleistung in weiter Ferne

Nachdem auch der Ständerat der bundesrätlichen Vorlage zugestimmt hat, sollte es eigentlich vorwärts gehen. Bereits im März hat sich der Nationalrat positiv zur Aufgabenteilung zwischen Staat und Privaten geäußert. Die Rede ist davon, dass private Unternehmen elektronische Identitätskarten ausstellen können. Gemeint ist eine E-ID, ähnlich einem gedruckten Pass. Entsprechende Unternehmen müssen sich dafür vom Bund anerkennen lassen. Mit einer digitalen ID sollen Behördengänge, Abstimmungen, Online-Einkäufe und weitere Tätigkeiten via Internet deutlich vereinfacht werden. Es wäre damit möglich, eine eindeutige Identifizierung vorzunehmen und immer mit denselben Benutzerdaten Online-Dienstleistungen zu nutzen.

Doch nun droht stürmischer Gegenwind. Die Gegner dieses Konzeptes kündigen bereits ein Referendum an. Auftrieb erhalten sie von einer im Mai 2019 veröffentlichten Umfrage. Das Resultat fällt überdeutlich aus: Die elektronische Identität soll vom Staat ausgestellt werden, finden 87 Prozent der Schweizer. Dass private Unternehmen diese Aufgabe übernehmen sollen, befürworten nur gerade 2 Prozent. Die Resultate der Umfrage stehen im Widerspruch zur laufenden Gesetzesberatung im Parlament. Dass der Staat in Fragen des Datenschutzes ein grösseres Vertrauen genießt als Unternehmen, erstaunt zwar nicht. Andererseits zeigen die Erfahrungen der letzten IT-Projekte des Bundes, dass eine private-staatliche Kooperation viel gezielter auf die technische Herausforderung eingehen kann. Eine Abkehr von diesem neu gewählten Weg würde die Realisierung einer E-ID um Jahre zurückwerfen.

Verblüffend ist, wie schwer es solche Neuerungen in der sonst so fortschrittlichen Schweiz haben. Selbstverständlich ist die Forderung berechtigt, dass mit Personendaten umsichtig umgegangen werden muss. Demzufolge achtet man beim vorliegenden Gesetzesprojekt explizit auf die Sicherheit und behält den Zugriff auf die Grunddaten beim Bund. Trotzdem schaukelt sich eine Opposition gegen diese Aufgabenteilung auf und wir geraten immer mehr ins Hintertreffen.

In welcher Form die Aviatik betroffen ist, wird sich noch zeigen. Doch Themen wie Flugpläne, Zollformalitäten und elektronische Flugbücher sind hochaktuell und schreien förmlich nach Reformen. Wenn nun die wichtigste Grundvoraussetzung, nämlich die Schaffung einer persönlichen E-ID, so mutlos vorwärts geht, wird die Realisierung von durchgängigen elektronischen Dienstleistungen weitere Jahre auf sich warten lassen.

Service électronique intégré renvoyé aux calendes grecques

Le Conseil des États ayant approuvé le projet, celui-ci devait pourtant aller de l'avant. En mars déjà, le Conseil national s'était prononcé positivement sur la répartition des tâches entre l'État et le privé. Il est question que des entreprises privées puissent émettre des cartes d'identité électroniques, soit une E-ID semblable à un passeport imprimé. Les entreprises correspondantes doivent être agréées par la Confédération. Avec une ID numérique, les procédures administratives, le vote, les achats en ligne et d'autres activités via Internet devraient être considérablement simplifiés. Il serait ainsi possible d'identifier clairement et d'utiliser des services en ligne reprenant toujours les mêmes données d'utilisateur.

Un vent de fronde orageux s'est toutefois levé. Les opposants à ce concept annoncent déjà un référendum. Ils sont soutenus dans leur propos par un sondage publié en mai 2019, dont le résultat est plus qu'édifiant: 87 % des Suisses estiment que l'identité électronique doit être établie par l'État. 2 % à peine préconisent que des entreprises privées assument cette tâche. Les résultats du sondage sont ainsi en contradiction flagrante avec les délibérations sur cette loi en cours au Parlement. Le fait que l'État bénéficie d'une plus grande confiance dans les questions de protection des données que les entreprises ne saurait certes surprendre. D'une autre côté, les expériences des derniers projets informatiques de la Confédération révèlent qu'une coopération privée-publique peut beaucoup mieux répondre au défi technique. Un abandon de cette voie nouvellement choisie rejeterait la réalisation d'une E-ID des années en arrière.

Il est étonnant de voir à quel point de telles innovations ont la vie dure dans une Suisse pourtant progressiste. Bien entendu, l'exigence voulant que des données personnelles soient traitées avec circonspection est légitime. C'est pourquoi le présent projet de loi met explicitement l'accent sur la sécurité, l'accès aux données de base étant réservé à la Confédération. Néanmoins, une opposition tanguée contre cette répartition des tâches et nous accusons ainsi de plus en plus du retard.

L'avenir nous montrera sous quelle forme l'aviation est concernée. Toutefois, des questions telles que les plans de vol, les formalités douanières et les carnets de vol électroniques sont d'une éminente actualité et réclament littéralement une réforme. Si toutefois la condition de base la plus importante, à savoir la création d'une E-ID personnelle, cédait à un tel manque de courage, la réalisation de services électroniques intégrés prendrait des années.